

**Point 02** : Budget primitif 2017 – Budget principal - Budgets annexes – Autorisations de programme et crédits de paiement – Disposition

**Intervention : Mireille PERNOT (Rezé)**

Madame la présidente, chers collègues,

Quelques mots sur le contexte général dans lequel nous élaborons notre budget. L'instabilité budgétaire et les baisses incessantes des dotations de l'Etat au nom de la « réduction des déficits publics » n'ont que trop duré.

Ces baisses sont directement responsables de la hausse des impôts locaux qui impactent les ménages. Ainsi, les collectivités locales contribuent pour moitié à la réduction d'une dette dont elles ne sont pas responsables ! Il faut aller chercher les ressources financières là où elles sont : Par exemple, les évasions et fraudes fiscales font perdre 80 à 100 milliards d'euros à la France chaque année. Et concernant la dette, depuis Giscard, alors Ministre de Pompidou, les gouvernements successifs ont construit l'endettement du pays auprès des banques privées. Aujourd'hui, cette dette est détenue à 60 % à l'étranger, par des débiteurs pas toujours recommandables... Ces choix minent l'État, gangrènent la démocratie, et ouvrent la porte aux extrémismes. Ils affaiblissent des services publics essentiels à la Nation : l'école, la culture, l'hôpital, la justice, les équipements publics, les collectivités, perdent des moyens pour répondre aux besoins des citoyens. Ainsi, notre budget 2017 est impacté d'une perte de dotation de l'état de 7,3 M€. Une dotation en baisse de 39 M€, par rapport à son montant de 2013.

Face à cette situation, notre majorité métropolitaine ne fait pas le choix de la rigueur et du renoncement, bien au contraire ! Le volume d'investissements 2017 en est l'illustration flagrante, avec 436 M€ sur l'ensemble de nos budgets (dont 51 M€ des budgets Eau & Assainissement) au service de l'économie locale et de ses habitants. Des investissements utiles à l'économie réelle et à l'emploi. Utiles pour répondre aux besoins de notre population. Nous prouvons, par nos choix, que des budgets conséquents aux collectivités territoriales ne sont pas un problème, mais la solution. A n'en pas douter, la droite nous reprochera encore d'avoir actionné le levier de l'emprunt et de la fiscalité. De l'emprunt prévu à hauteur de 217 M€, rappelons que

cela vient après 3 années de désendettement et cela nous permet de respecter notre engagement de capacité de désendettement de moins de 7 ans en fin de mandat.

Et cela, pour des dépenses utiles à la population et au territoire, bien au-delà d'ailleurs de celui de l'agglomération : un nouveau MIN à Rezé, le regroupement du CHU, la rénovation de la gare de Nantes, le développement du parc social, la réhabilitation urbaine ou encore le renouvellement du matériel roulant (bus, tramways et busway) dont nous parlerons tout à l'heure, ce sont à la suite autant de nouveaux logements sociaux, de nouveaux services à la population, de nouveaux emplois que nous sommes engagés à créer pour entraîner l'ensemble du tissu économique.

Un budget qui développe également la solidarité entre les territoires, avec une augmentation conséquente de la PPI communale, et une métropole qui est celle qui opère le plus de retours financiers aux communes (19% du budget de fonctionnement)

Pour autant, nous devons rester particulièrement attentifs aux conditions dans lesquelles évoluent les services publics de Nantes Métropole. Les mutualisations et la maîtrise du budget de fonctionnement doivent avoir pour objectif une amélioration de la qualité du service rendu à tous les usagers avec un souci réaffirmé de proximité. La maîtrise de la masse salariale notamment, doit se faire en concertation avec les agents de la métropole sans dégrader leurs conditions de travail. Il nous faut entendre que de nouveaux logements, plus d'habitants ont forcément un impact sur le nombre d'agents employés dans les services, dans les pôles et sur le terrain. Soyons conscients que dans certaines directions, de réorganisations en optimisations, nous approchons l'os !

Pour le groupe communiste, nos politiques publiques sont complémentaires les unes des autres. L'enrichissement de l'offre touristique, le soutien à la recherche et à l'enseignement supérieur, le renouvellement de l'offre culturelle dans les musées sont des éléments d'attractivité, et aussi de cohésion sociale et autant d'investissements pour l'avenir. Nous devons accentuer nos efforts pour favoriser le développement économique et une croissance durable indispensable à la satisfaction des besoins humains de notre territoire. La politique budgétaire que nous défendons avec de grands projets structurants participe à l'évidence au développement harmonieux de notre agglomération.